



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle Administratif des Installations Classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, Le 10 décembre 2024

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2024-0101

Société FORTIER BEAULIEU à Rumilly portant institution de servitudes d'utilité publique

VU le code de l'environnement et notamment le titre 1er du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie,

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'Etat hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2000-865 du 29 mars 2000 autorisant la société SA BCS à poursuivre l'exploitation d'une unité de teinture et pigmentation de peaux à Rumilly, au 9 rue de l'industrie;



VU le récépissé délivré le 07 décembre 2006 à la société BCS SCOP SA suite à sa déclaration de changement d'exploitant ;

VU le récépissé délivré le 07 octobre 2015 à la société TANNERIE BCS suite à sa déclaration de changement d'exploitant ;

VU la notification de cessation définitive d'activité présentée le 14 septembre 2015 par la société TANNERIE BCS ;

VU le récépissé de notification de cessation définitive d'activité délivré le 19 octobre 2015 à la société TANNERIE BCS ;

VU le récépissé délivré le 27 mars 2017 à la société FORTIER BEAULIEU, dont le siège social est établi au 30 Quai Gailleton – 69 002 Lyon, suite à sa déclaration de changement d'exploitant ;

VU le mémoire de cessation d'activité du 07 juin 2017 transmis le 09 juin 2017 à monsieur le préfet ;

VU le diagnostic de pollution complémentaire et mémoire de cessation d'activité du 10 mars 2017 ;

VU l'addendum au diagnostic de pollution complémentaire et mémoire de cessation d'activités de Juin 2017, daté du 23 décembre 2020 ;

VU le rapport de l'exploitant du 10 décembre 2021 intitulé « Cessation des activités ICPE : mise à jour du Plan de gestion de 2021 (par suite de découvertes en phase chantier) »

VU le rapport de fin de travaux de réhabilitation réglementaire au titre de la cessation des activités ICPE transmis par l'exploitant le 27 février 2023 ;

Vu le courrier préfectoral du 23 août 2022 demandant à l'exploitant de réaliser des analyses permettant de statuer sur la présence substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) sur le site ;

VU le diagnostic des sols – PFAS transmis par l'exploitant le 14 novembre 2022 ;

Vu le courrier FORTIER BEAULIEU transmis le 11 avril 2023 à monsieur le préfet ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 20 août 2024 concernant la cessation d'activités ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 août 2024 valant procès-verbal de constat de travaux suite à une cessation définitive d'activité ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 25 septembre 2024 concernant l'institution de servitudes d'utilité publique ;

VU le dossier établi par la société FORTIER BEAULIEU transmis à monsieur le préfet le 9 mai 2023, en application des dispositions des articles L.515-12 et R.515-31 du code de l'environnement, en vue de l'institution de servitudes d'utilité publique liées aux pollutions du sol et des eaux souterraines consécutives à l'exploitation d'activités industrielles dans son

ancien site de Rumilly ;

VU la consultation engagée le 30 septembre 2024 par le préfet sur la base du projet de servitudes d'utilité publique arrêté ;

VU l'absence de retour sur cette consultation effectuée le 30 septembre 2024

VU le rapport de l'inspection des installations classées, en date du 6 novembre 2024, concernant les servitudes à mettre en place suite à l'arrêt de l'exploitation des installations de la société FORTIER BEAULIEU dans son établissement de Rumilly ;

VU l'arrêté n°PAIC-2024-0095 du 14 novembre 2024 arrêtant le projet d'institution de servitudes d'utilité publique sur l'ancien site industriel exploité en dernier lieu par la société FORTIER BEAULIEU à Rumilly ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) réuni le 02 décembre 2024 ;

CONSIDERANT que les zones polluées recensées ont été traitées conformément au plan de gestion ;

CONSIDERANT que le plan de gestion prévoit le maintien de points de pollutions concentrées dans les sols tel que représenté dans l'annexe 3 du présent arrêté ;

CONSIDERANT que le plan de gestion adossé à l'analyse des risques résiduels mise à jour fait état de la nécessité de mettre en place des restrictions d'usage visant à garantir la compatibilité du site avec son nouvel usage, et la proposition de restrictions d'usage en date du 09 mai 2023 ;

CONSIDERANT qu'il convient de maintenir dans le temps des conditions d'occupation de l'ancien site de Rumilly de la société FORTIER BEAULIEU compatibles avec son état de pollution résiduelle ;

CONSIDÉRANT que les servitudes prescrites dans le présent arrêté sont nécessaires pour préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1

Sur le territoire de la commune de Rumilly, des servitudes d'utilité publique sont instaurées sur les suivantes :

Commune	Références cadastrales		Propriétaire	Superficie
	Section	Parcelle		
Rumilly	AP	206	Kauffman et Broad	152 m ²
Rumilly	AP	578	Kauffman et Broad	8080 m ²
Rumilly	AP	579	Kauffman et Broad	1310 m ²
Rumilly	AP	581	Kauffman et Broad	1800 m ²

L'article 2 précise l'énoncé de chacune des servitudes d'utilité publique.

Les documents suivants sont joints :

- ☐ Annexe 1 : Un plan parcellaire des terrains et bâtiments faisant ressortir le périmètre défini en application de l'article R515-31-2 ;
- ☐ Annexe 2 : Un résumé des hypothèses prises au sein de l'EQRS ;
- ☐ Annexe 3 : Un plan de localisation des pollutions résiduelles.

L'utilisation du site, et notamment les modalités d'édification de nouvelles constructions ou de démolition des constructions existantes devra toujours être compatible avec l'état environnemental du sol, du sous-sol et de la nappe.

Article 2

1. Usage des terrains

Prescription 1.1 : aménagement du site et définition du changement d'usage

Les terrains mentionnés à l'article 1 ont été placés dans un état permettant un usage collectif résidentiel, avec parkings souterrains et extérieurs, espaces verts mais sans jardins.

Les projets d'aménagement qui modifient les hypothèses utilisées pour l'établissement du schéma conceptuel (vecteurs de transfert, cibles, voies d'exposition) sont des changements d'usage qui doivent respecter les dispositions de la prescription 1.2

Prescription 1.2 : modalités de modification d'usage

Sans préjudice des dispositions prévues aux articles L. 556-1 et L. 556-2 du code de l'environnement, toute modification ou changement de l'usage de ce site est subordonnée à la réalisation, aux frais et sous la responsabilité de la personne qui en est à l'origine, d'études et de mesures permettant de justifier que le risque résiduel est compatible avec le nouvel usage prévu. Ces études et mesures seront réalisées par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, conformément à une norme définie par arrêté du ministre chargé de l'environnement, ou équivalent.

Les mesures définies par ces études se substituent le cas échéant aux prescriptions 2.1, 3.1, 3.2, et 3.3 ci-après.

Prescription 1.3 : permis de construire ou d'aménager

Le cas échéant, le pétitionnaire joint à sa demande de permis de construire ou d'aménager :

- un document justifiant que le projet ne constitue pas un changement d'usage ;
- ou, dans le cas d'un changement d'usage, une attestation du bureau d'étude justifiant que l'état des sols est compatible avec le nouvel usage projeté.

Il est rappelé qu'en application de l'article L. 556-1 du code de l'environnement, le pétitionnaire doit joindre à toute demande de permis de construire ou d'aménager l'attestation d'un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués conformément à une norme définie par arrêté du ministre chargé de l'environnement, ou équivalent, afin de justifier que l'état des sols est compatible avec le nouvel usage projeté.

2. Restrictions d'usage

Servitudes relatives aux travaux

Prescription 2.1 : Caractérisation et gestion des matériaux excavés

Tous travaux entrepris affectant le sol ou le sous-sol du site, notamment d'affouillement ou d'excavation de terres ou de matériaux enterrés, font l'objet, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine de ces travaux, de mesures de gestion et de précautions adaptées, conformément à la réglementation applicable.

Toutes les dispositions sont prises pour que ces travaux ne remobilisent pas, ne solubilisent pas ou, ne fassent pas migrer les polluants résiduels notamment vers les eaux de surfaces, les eaux souterraines ou l'air.

Les matériaux excavés sont caractérisés puis répartis en tas sensiblement homogènes quant à leur origine, leur traitement éventuel futur, ou leur destination finale (évacuation en centre de stockage externe, réutilisation en remblais sur site, ...).

Chaque tas est clairement identifié de façon à prévenir toute erreur dans le devenir des matériaux qui le constituent : traitement, évacuation en centre de stockage extérieur, réutilisation en remblais sur site, ...).

Les terres évacuées sont gérées conformément à la réglementation applicable.

Les matériaux pollués réutilisés à des fins d'aménagement sur site sont repérés sur un plan et leurs caractéristiques sont identifiées. Ils sont recouverts d'une épaisseur de terre saine de 30 cm au

minimum, d'une dalle béton ou d'enrobé.

Lors des travaux de terrassement, une maîtrise de l'envol de poussières devra être assurée afin de garantir la protection des travailleurs et limiter les nuisances du site.

Un plan de prévention hygiène et sécurité définissant les mesures à mettre en œuvre pour la santé du personnel intervenant sur le chantier est établi selon la réglementation en vigueur et les mesures identifiées sont mises en place.

3. Aménagements et dispositions constructives

Prescription 3.1 : maintien du recouvrement

Un recouvrement doit être assuré afin d'empêcher tout envol de poussières et contact direct avec les sols du site. Ce recouvrement de surface doit être reconstitué après des travaux de terrassement ayant conduit à le retirer provisoirement. Le recouvrement demandé peut être assuré :

- ☐ Soit par du béton (bâtiments existants ou futurs) ou une couche d'enrobés (voiries existantes ou futures) ;
- ☐ Soit par une couche de concassés ou de gravillons de propreté (parkings extérieurs par exemple) ou tout autre type de revêtement au droit des cheminements et circulations extérieures ;
- ☐ Soit par 30 cm de terre végétale d'apport au droit des espaces verts.

Il ne devra pas être porté atteinte à l'intégrité de cette couverture des sols.

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf prescription 1.2)

Prescription 3.2 : potagers

L'aménagement de jardins potagers comme la plantation d'arbres fruitiers ou à baie en pleine terre est interdit sauf à éviter le contact entre les végétaux et les sols pollués ou à remplacer les sols pollués par des matériaux sains. Dans ce cadre et afin de marquer l'interface terrains impacté/terrains d'apports sains, un grillage avertisseur devra être posé, ainsi qu'une barrière (membrane étanche par exemple) empêchant les racines des végétaux de franchir cette interface. Toutes les mesures prises devront être pérennes dans l'espace et le temps.

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 1.2).

Prescription 3.3 Forages et eaux souterraines

La réalisation de forages ou de puits captant les eaux souterraines, de même que toute utilisation d'eau souterraines, à l'aplomb du site, est interdite.

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 1.2).

Article 3 : information des tiers

Dans le cas où le propriétaire des parcelles du site décide de mettre à disposition d'un tiers, à titre gratuit ou onéreux, toutes ou une partie de ces parcelles, le propriétaire s'engage à informer les éventuels occupants sur l'état du site et les restrictions d'usage visées précédemment.

De même le propriétaire des parcelles cadastrales du site s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux, à informer le nouveau propriétaire des restrictions d'usage visées ci-dessus, en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place. Les études d'état des sols et des eaux souterraines à l'issue des travaux de réhabilitation, et les analyses des risques résiduels associées, sont transmises au nouveau propriétaire.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal administratif de Grenoble par le bénéficiaire, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle lui a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné à l'alinéa précédent.

La présente décision peut faire également l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Article 5

Le présent arrêté est notifié à monsieur le maire de Rumilly ainsi qu'aux sociétés FORTIER BEAULIEU (ancien exploitant) et KAUFMAN&BROAD, (propriétaire des terrains), ainsi qu'à Monsieur le directeur DDT 74.

En vue d'assurer l'information des tiers :

- l'arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Haute-Savoie et sur le site internet de la préfecture de la Haute-Savoie ;
- l'arrêté est annexé aux documents d'urbanisme de la commune de Rumilly, qui adresse le justificatif associé à la préfecture du département de la Haute-Savoie ;
- l'ancien exploitant réalise, à ses frais, la publication de l'acte auprès du service de publicité foncière et transmet les justificatifs associés à la préfecture du département de la Haute-Savoie dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6

Les servitudes ci-dessus ne pourront être modifiées ou supprimées que dans les conditions prévues à l'article L. 515-12, 5e à 7e alinéas, du Code de l'environnement.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires de la Haute-Savoie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour Le Préfet,
Le secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT

AP n° PAIC-2024-0101

Annexe 1 : plan parcellaire des terrains et bâtiments faisant l'objet des servitudes



Annexe 2 : Résumé des hypothèses prises au sein de l'EQRS

Plan de gestion prévu par l'arrêté préfectoral du 8 février 2022 et mesures de maîtrise des impacts

Les articles 3 à 5 de l'arrêté du 8 février 2022 présentent les modalités et objectifs du plan de gestion de la pollution, cite les mesures de maîtrise des risques définies dans le plan de gestion, et impose à l'exploitant la transmission d'un dossier de récolement (envoyé le 27 février 2023), et d'un dossier de demande d'établissement de servitudes d'utilité publique (envoyé le 9 mai 2023).

Plan de gestion :

La solution suivante de gestion mixte de la pollution avait été proposée par l'exploitant et reprise dans l'arrêté préfectoral du 8 février 2022 :

- ☐ Traitement hors site en bio-centre de l'ensemble des points de pollution concentrée (PPC) aux hydrocarbures (sauf PPC 2), à savoir PPC 1, PPC 6 et PPC 8, des matériaux non inertes présent dans les basseries 1, 3, 4, et 6 pour un volume total (estimé) de 708 m³.
- ☐ Confinement sur site de l'ensemble des points de pollution concentrée au chrome (plus PPC 2), soit PPC « rue de l'aumône », PPC 7, PPC 10 et PPC 11 pour un volume total (estimé) de 2341 m³.

Suivant le même raisonnement développé dans le mémoire de cessation d'activité de 2017 relatif aux mesures de maîtrise des impacts, le maintien sur site ou le ré-emploi des terres situées au droit des points de pollution concentrée concernés (terres « chromées »), sur un strict point de vue sanitaire, est compatible avec les usages futurs sous réserve de leur mise en place :

- ☐ Au droit des espaces extérieurs (vs au droit des bâtiments de logements).
- ☐ Sous confinement, afin d'annihiler toute possibilité de contact direct (à l'image des PPC contaminés au Chrome).
- ☐ Associée à la mise en place de Servitudes d'Utilité Publique (SUP) encadrant les usages au droit des dites zones (à l'image des PPC contaminés au Chrome ré-employés).

En accord avec le promoteur, la société FORTIER-BEAULIEU a convenu d'une surface maximale d'accueil des terres « chromées » confinées selon le plan ci-après en annexe 3.

La zone de confinement est dédiée à des parkings de surfaces avec des aménagements paysagers ornementaux.

Les dispositifs de confinement sont de type dalle en béton, enrobé ou terre végétale sur une épaisseur de 30 cm compactée avec un grillage avertisseur (l'entrepreneur a pris la précaution de prévoir plutôt 40 cm d'épaisseur pour facilement garantir une épaisseur de 30 cm de remblai en tout point). Les mesures de gestion des sources sont mises en œuvre par le promoteur en charge de la reconversion du site, sous le contrôle de la société FORTIER-BEAULIEU.

Par son envoi dématérialisé du 18 juillet 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une photo de terrains et un certificat signé d'apport de 1200 m³ de terres criblées « 0/40 » et de 950 m³ de terres végétales sur le site réhabilité de l'ancienne tannerie BCS.

Mesures de maîtrise des impacts :

Le plan de gestion déployé ne permettant pas de supprimer la totalité de la pollution, les mesures de maîtrise des impacts suivantes ont été proposées en vue de supprimer toute possibilité de contact entre les pollutions résiduelles et les futurs usagers du site :

□ **Restriction d'usage en interdisant :**

- Les projets d'aménagement n'entrant pas dans le cadre de l'usage retenu pour la réhabilitation, à savoir : un usage collectif résidentiel, avec parkings souterrains / extérieurs, espaces verts mais sans jardins.
- L'aménagement de jardins potagers et de plantation d'arbres fruitiers en pleine terre.
- La réalisation de forages ou de puits captant les eaux souterraines, de même que toute utilisation d'eau souterraine, à l'aplomb du site.

□ **Dispositions constructives / aménagements particuliers :**

- Couverture systématique des sols : dalle en béton, enrobé ou apport de terre végétale sur une épaisseur de 30 cm compactée avec mise en place d'un grillage avertisseur afin de délimiter la terre végétale saine et les terres confinées subsistantes et éviter ainsi tout contact.

Schéma conceptuel

Le schéma conceptuel de l'état futur du site a été établi en tenant compte de la mise à jour du plan de gestion des sources de pollution et des mesures de maîtrise des impacts décrites précédemment.

Après élimination des points de pollution concentré (PPC) en hydrocarbures, les impacts résiduels dans les sols sont les suivants :

- Sols présentant des fortes teneurs en Chrome confinés sur le site.
- Sols présentant de faibles teneurs en hydrocarbures (teneurs maximales de 790 à 850 mg/kg) qui seront maintenus en place, sachant par ailleurs que ces hydrocarbures correspondent à des fractions carbonées lourdes > C₁₆ peu ou pas volatiles.

En l'absence de zones découvertes au droit des zones polluées résiduelles, le transfert par envol de poussières ou par ingestion de sols superficiels n'est pas retenu. Il en est de même pour l'ingestion de végétaux auto-produits, du fait qu'il n'y aura aucun jardin potager et / ou arbre fruitier planté au niveau des zones polluées résiduelles.

La voie de transfert par l'air n'est également pas considérée, dans la mesure où il n'y a pas de composés volatils (Benzène, Toluène, Éthylbenzène, Xylènes (BTEX), Composés OrganoHalogénés Volatils (COHV), Hydrocarbures C₅-C₁₆).

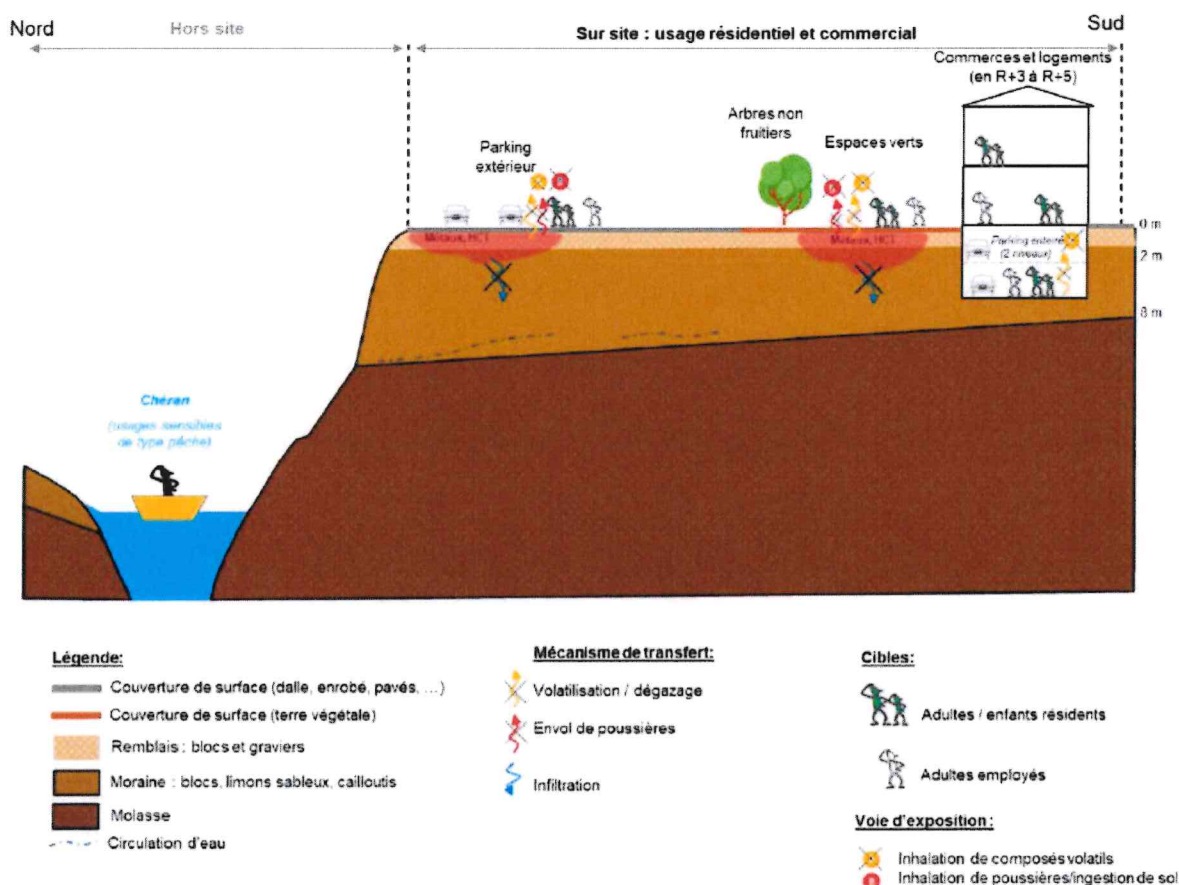
Enfin, selon le diagnostic environnemental figurant dans le mémoire de cessation d'activité de 2017, les plus fortes concentrations en Hydrocarbures ou en Chrome ont été relevées dans les sols superficiels, traduisant la faible mobilité de ces substances dans les terrains d'assise du site. De plus, le Chrome est présent sous sa forme trivalente, chimiquement stable dans les sols. La migration vers les eaux souterraines est jugée comme étant limitée.

L'absence de voie de transfert conduit par conséquent à ne retenir aucune voie d'exposition.

Sur site, les cibles sont les futurs résidents des habitations (adultes et enfants).

Hors site, les cibles correspondent au voisinage (habitations notamment) et aux pêcheurs du Chéran.

Le schéma conceptuel traduisant le concept "source – vecteur – cible" est représenté ci-dessous. Il montre que les cibles ne seront pas exposées, compte tenu de la mise en œuvre du plan de gestion et des mesures de maîtrise des impacts proposées.



Investigations complémentaires concernant les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) :

Dans le cadre de la recherche de substances PFAS dans les sols dans le secteur de Rumilly, il a été demandé à l'exploitant de réaliser des sondages des sols dans les zones pour lesquelles les

terres n'ont pas été remaniées (représentatives de la période de fonctionnement de l'ancienne tannerie), par courrier préfectoral du 23 août 2022.

Le rapport EODD du 14 novembre 2022 présente les résultats de ce diagnostic des sols. Il fait état de la présence de PFAS à des teneurs faibles (5 à 15 µg/kg de matière sèche pour la somme des 20 PFAS analysés). De plus, ces teneurs sont du même ordre de grandeur que celle mesurée sur un point témoin à 300 mètres du site (8,1 µg/kg Ms pour la somme des 20 PFAS). Le site témoin est un jardin du Prieuré Notre-Dame-de-l'Aumône, pour lequel les photographies aériennes montrent qu'il n'y a pas eu de modification depuis 1947. Il se trouve en amont aéraulique du site de l'ancienne tannerie, en considérant les vents dominants.

Ces résultats montrent que la teneur de PFAS sur le site de l'ancienne tannerie est de l'ordre de grandeur du « bruit de fond » pour ces paramètres (donné par le point témoin).

De plus il est à noter qu'aucune valeur réglementaire ne s'applique en France pour les PFAS dans les sols. Cependant, par construction à partir de la valeur cible Danemark pour le PFOA auquel est appliqué un coefficient de dangerosité (Relative Potency Factor) pour certains paramètres (ou la valeur cible de Hawaï pour le PFOSA), des teneurs cibles ont été définies pour les sols. L'intégralité des mesures effectuées sur le site de l'ancienne tannerie présente des résultats inférieurs à ces seuils cibles définis.

Par son courrier du 11 avril 2023, l'exploitant confirme que le diagnostic de sols en vue de la recherche de PFAS ne modifie pas le dossier de fin de travaux de dépollution précédemment adressé.

